

Chères lectrices, chers lecteurs,

Guerre commerciale, polarisation et conflits militaires: après 2025 et les premiers jours de 2026, il est difficile d'envisager la nouvelle année avec optimisme. Et pourtant, nous pensons qu'il existe de bonnes raisons de ne pas céder au pessimisme.

Car la force de la Suisse ne s'est pas construite en l'absence de défis. Elle tient à sa capacité à tirer parti des perturbations de manière productive. C'est dans cet esprit qu'Avenir Suisse entame cette nouvelle année: avec la volonté d'ouvrir le dialogue, de nourrir la réflexion collective et de contribuer, de manière concrète, à façonner la Suisse de demain.

Cette première newsletter de l'année s'inscrit pleinement dans cette démarche. Vous y trouverez une réflexion sur le libéralisme, un tour d'horizon du financement du travail de care ainsi que des pistes concrètes pour la politique agricole.

Nous vous souhaitons une année riche en échanges, en idées et en projets utiles pour l'avenir de notre pays. Nous vous remercions chaleureusement de votre fidélité et vous souhaitons une excellente lecture.

— L'équipe d'Avenir Suisse

Libéralisme

«Je pense qu'il est réducteur d'attribuer le déclin du libéralisme

au PLR.»

Dans un entretien accordé à la NZZ, Jürg Müller, directeur d'Avenir Suisse, revient sur les 25 ans du think tank et sur les défis du libéralisme en Suisse. Pourquoi la confiance dans les solutions libérales diminue-t-elle ? Il explique pourquoi le libéralisme reste essentiel pour la prospérité suisse, comment Avenir Suisse promeut des réformes concrètes, allant de la simplification de la bureaucratie au remboursement d'impôts, et pourquoi une Suisse antifragile est la clé pour réussir dans un monde en désordre.

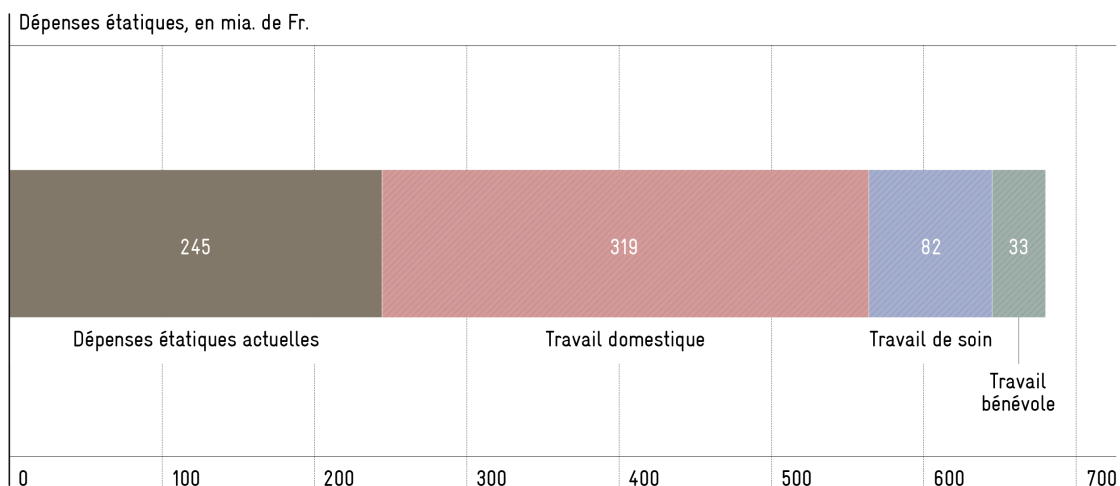
[Lire l'entretien complet.](#)

Financement étatique du travail de care

6 réponses aux questions les plus fréquentes

Une facture que l'Etat ne peut pas se permettre de payer

Si l'Etat devait financer le travail domestique, le travail de soin ou le bénévolat, cela se traduirait par un triplement des dépenses étatiques actuelles, et par ricochet des impôts et de la charge fiscale. Par ailleurs, une augmentation des coûts bureaucratiques pour l'administration et la population est à prévoir pour le contrôle et la justification du travail effectué.



Source: OFS (2020, 2024)

Figure: Avenir Suisse

Quiconque garde des enfants, prépare les repas ou nettoie la maison effectue un travail de care, généralement sans être rémunéré. Ces tâches devraient-elles être financées par les contribuables? Cela ne serait ni réalisable ni finançable. Patricia Schafer et Thomas Jampen estiment qu'il est plus judicieux de mettre en place des aides ciblées

et des conditions-cadres favorables.

A lire: leurs réponses aux six questions clés.

Le chiffre de la semaine



Selon l'Office fédéral de la statistique, la valeur du travail non rémunéré se monte à 434 milliards de francs par an. Un financement de cette ampleur ferait presque tripler les dépenses publiques actuelles, et donc la charge fiscale et les cotisations, sans compter la charge bureaucratique supplémentaire pour en vérifier l'application.

Essential

Une politique agricole coûteuse...



...mais a-t-elle atteint ses buts? Les milliards engagés chaque année ne garantissent ni mieux la sécurité de l'approvisionnement, ni une agriculture plus autonome ou durable. Entre protection douanière inefficace, dépendance croissante aux subventions et objectifs contradictoires, le système actuel pénalise à la fois les ménages et les agriculteurs. En une page, notre analyse esquisse des pistes concrètes pour une politique agricole plus cohérente, plus efficace et mieux orientée vers les résultats.

[L'agriculture suisse peut mieux faire, découvrez comment.](#)

Revue de presse

Dans les médias

Apprentissage Dans un article d'opinion pour [l'Agefi](#), Véronique Kämpfen, directrice de la communication de la FER Genève. Elle s'appuie sur notre article [«Rentabilité de la formation et prévoyance vieillesse»](#) qui souligne que les titulaires d'une formation tertiaire gagnent en moyenne 53% de plus que ceux au bénéfice d'un CFC.

On vous a transféré cette infolettre?

Alors [inscrivez-vous à notre infolettre](#), afin d'être toujours au courant de nos

actualités.

Qui sommes-nous?

En tant que think tank indépendant, Avenir Suisse développe des idées pour l'avenir de la Suisse, en se fondant sur des études scientifiques et des principes libéraux.

Nos publications actuelles

avenir suisse

En avant, la Poste!

Le gérant jaune doit se réinventer en s'appuyant sur ses autres atouts traditionnels

Christoph Gasser

La Poste Suisse a besoin d'une réorganisation complète. La localisation et la libéralisation entrepreneuriale doivent être au centre des préoccupations.

Par «réorganisation», on entend le fait de mettre l'argent au service du métier de la Poste. Il s'agit de servir le transport physique, informatique et de marchandises dans toute la Suisse. Par «libéraliser», on entend le fait de ne pas limiter la Poste au des domaines plutôt désuétés de la vie d'été dans l'ouest.

Pour cela, il faut ouvrir totalement le marché des lettres, des journaux, des cartes postales, des lettres recommandées, des lettres de commerce, des lettres de banque, mais qui restent l'élément central de l'activité postale, administration et courrier.

En conséquence, une grande division de la Poste (présentement de certaines parties de la Poste suisse).

Traditionnellement, des limites claires d'engagement de la Poste ont été respectées: en particulier, elle ne doit pas être une entreprise commerciale, elle ne doit pas être une entreprise publique ou une entreprise aux caractéristiques

1. La Poste Suisse, la plus grande d'Europe

La Poste Suisse est la plus grande d'Europe. Elle est la seule à avoir une présence dans tous les pays d'Europe.

La Poste Suisse est la plus grande d'Europe. Elle est la seule à avoir une présence dans tous les pays d'Europe. La Poste Suisse est la plus grande d'Europe. Elle est la seule à avoir une présence dans tous les pays d'Europe.

La Poste Suisse est la plus grande d'Europe. Elle est la seule à avoir une présence dans tous les pays d'Europe. La Poste Suisse est la plus grande d'Europe. Elle est la seule à avoir une présence dans tous les pays d'Europe.

La Poste Suisse est la plus grande d'Europe. Elle est la seule à avoir une présence dans tous les pays d'Europe. La Poste Suisse est la plus grande d'Europe. Elle est la seule à avoir une présence dans tous les pays d'Europe.

La Poste Suisse est la plus grande d'Europe. Elle est la seule à avoir une présence dans tous les pays d'Europe. La Poste Suisse est la plus grande d'Europe. Elle est la seule à avoir une présence dans tous les pays d'Europe.

La Poste Suisse est la plus grande d'Europe. Elle est la seule à avoir une présence dans tous les pays d'Europe. La Poste Suisse est la plus grande d'Europe. Elle est la seule à avoir une présence dans tous les pays d'Europe.

La Poste Suisse est la plus grande d'Europe. Elle est la seule à avoir une présence dans tous les pays d'Europe. La Poste Suisse est la plus grande d'Europe. Elle est la seule à avoir une présence dans tous les pays d'Europe.

[illegible]

avenir suisse

LE 18.03.2015
analyse

vers une bureaucratie durable?

Parlie? Ce qui éblouit de reporting européenne euée aux entreprises suisses
Parlie? Ce qui alignement sur les exigences de l'UE coule aux entreprises suisses

Michele Salati et Philippe Güttinger

la réglementation en matière de durabilité a considérablement gagné en ampleur et en importance ces dernières années. Cela est particulièrement visible dans la directive de l'UE sur la publication d'informations sur la durabilité, qui oblige les entreprises à rendre compte en détail des questions environnementales, sociales et de gouvernance, mais aussi des pratiques suisses sont également concernées, non seulement par le biais de leurs filiales, mais aussi via leurs chaînes d'approvisionnement. Cette analyse montre l'impact de cette réglementation sur l'économie suisse

prise comptable. Ce reporting est devenu un enjeu stratégique et décisif. Il vise à montrer aux investisseurs, aux autorités et au grand public que les entreprises ont une perspective d'avenir, les droits de l'homme et la protection de l'environnement, les droits de l'homme et la protection de l'environnement. Les entreprises qui ne respectent pas ces critères environnementaux, sociaux ou de gouvernance (ESG) risquent de perdre des clients, des investisseurs, des talents et des talents. Les entreprises qui ne respectent pas ces critères environnementaux, sociaux ou de gouvernance (ESG) risquent de perdre des clients, des investisseurs, des talents et des talents.

1. De la conviction à la réglementation
Ce qui était autrefois une initiative volontaire est aujourd'hui une obligation réglementaire pour de nombreuses entreprises. La publication d'informations sur la durabilité. Les entreprises y jouent un rôle crucial dans la durabilité environnementale, sociale et de gouvernance d'entreprise (ESG). Le secteur ESG est devenu un concept clé de la stratégie d'entreprise.

En parallèle, l'ESG a également fait son entrée dans la législation. L'UE et le Portugal ont été les premiers à introduire les premières obligations de reporting ESG en 2005. En 2013, l'UE a introduit la directive sur la publication d'informations non financières (NFRD), qui oblige les entreprises à publier des informations sur la durabilité.

prise professionnelle. Ce reporting n'est qu'un moyen d'atteindre cet objectif, il s'agit de montrer aux investisseurs, aux associés et au grand public comment une entreprise gère la protection du climat, les droits de l'homme ou la prévention de la corruption.

L'ESG a longtemps été un sujet de niche. Certaines entreprises publiaient, de leur propre initiative, des rapports, parfois pour des raisons d'image, souvent par conviction. Mais la pression sociale s'est accrue. Les investisseurs ont commencé à intégrer systématiquement les critères ESG dans leurs décisions d'investissement. Les entreprises qui ne pouvaient pas fournir d'informations fiables étaient considérées comme présentant un risque. En conséquence, de nombreuses entreprises ont professionnalisé leur gestion ESG et leurs rapports à ce sujet.

En parallèle, l'ESG a également fait son entrée dans la législation. L'UE a particulièrement insisté sur introducing les premières obligations de reporting ESG en 2014 et en 2017, avec des amendements en 2018 et en 2020, afin d'encourager les entreprises à

En avant, la Poste !

Réponses au choc douanier

Vers une bureaucratie durable?

Vous avez manqué une infolettre?

Pas de panique, retrouvez-les toutes dans notre [archive des infolettres](#).



© Avenir Suisse, Chemin de Beau-Rivage 7, 1006 Lausanne, Suisse, avenir-suisse.ch/fr/

A propos de nous

Déclaration de protection des données

Pourquoi vous recevez cette infolettre

Afin d'éviter que cet e-mail n'apparaisse dans vos spams, ajoutez NewsletterFR@avenir-suisse.ch à votre carnet d'adresses.

Gestion de l'abonnement

